

La vieille taupe et le talon de fer

Marc Lefebvre et Isabelle Mély

Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie ? C'est sous ce titre, que les Editions Entremonde ont publié en 2011 la traduction française d'un recueil des derniers textes écrits par Paul Mattick (1904-1981). Ce théoricien marxiste, partisan des conseils ouvriers, a écrit d'autres essais publiés en français dont *Marx et Keynes* (Gallimard, 2010) et de nombreux articles recensés en fin d'ouvrage.

Ce livre, inachevé à la mort de l'auteur et dont son fils a publié les deux premières parties, est à la fois « un bilan et une injonction à se soulever », *a summing up, a summons up*, comme il est écrit sur la page de garde de l'édition originale.

La première partie *Marxisme et économie bourgeoise* revient sur l'exposé théorique et pointu de la notion de la théorie de la valeur. L'objectif est de montrer comment la théorie de Marx est inconciliable avec l'économie bourgeoise, même si celle-ci tend à récupérer certains concepts marxistes. « *Le marxisme devint une doctrine de plus en plus ambiguë, visant des buts différents de ceux qui avaient été initialement envisagés. Ce changement est bien dans la ligne de la conception marxienne selon laquelle les modifications des conditions matérielles se répercutent sur la conscience des hommes.* » (p. 18)

La deuxième partie *Révolution et réforme*, analyse deux formes principales du mouvement marxiste, la social-démocratie allemande et le bolchévisme, en montrant par quelles étapes ces mouvements ont abandonné les buts révolutionnaires pour adopter une attitude réformiste ne différant que sur les moyens de conquérir le pouvoir d'Etat.

Le troisième texte ajouté par Paul Mattick Jr, *Le marxisme, hier, aujourd'hui et demain*, et écrit en 1978, est saisissant d'actualité. Dans cet essai, l'auteur revient sans complaisance sur les processus historiques qui ont conduit aux défaites du mouvement marxiste, qui « *à ses débuts, a terriblement sous-estimé les énormes difficultés que représentent une révolution sociale et une reconstruction communiste* » (p. 391). Malgré tout, le marxisme reste « *la seule théorie qui ait été empiriquement confirmée par le développement du capitalisme. [...] C'est la raison pour laquelle le marxisme ne peut disparaître tant que le capitalisme subsiste.* » (p. 391)

Nous vous proposons d'entrer dans cet ouvrage en nous posant une question qui nous taraude tous, en ces temps de crise majeure du capitalisme : quelles sont donc les raisons de cette passivité sociale, de l'acceptation de l'inacceptable ? Pourquoi le mouvement ouvrier ne se dresse-t-il pas face à ses oppresseurs ? Ou, pour reprendre le titre d'un éditorial d'*A Contre-courant* : « *Qu'est-ce que tu fous, vieille taupe ?* ». Voici quelques-unes des réponses de Paul Mattick.

« La maxime de Marx selon laquelle la conscience d'une époque est celle de sa production matérielle et sociale, vaut tout autant pour la classe ouvrière. La lutte de classes, vue par les yeux socialistes, était censée changer la conscience de classe des travailleurs : elle l'a fait jusqu'à un certain point, mais pas en direction du socialisme, considéré comme but pratique. Elle a bien eu pour conséquence la prise de conscience de l'opposition d'intérêts entre travail et capital, mais elle n'a pas mis en cause les relations capital – travail elles-mêmes, se contentant de contester le degré d'exploitation, tel qu'il s'exprime par le rapport salaire – profit. Pour être efficace, la lutte de classe devait être organisée et, si l'on voulait maintenir les gains obtenus, il fallait rendre les organisations permanentes. Plus augmentait le nombre des ouvriers organisés, plus s'affirmait le besoin d'actions coordonnées, et plus s'amenuisait l'initiative individuelle dans la détermination de ces activités. Le pouvoir de décision passa aux mains d'une direction centralisée coiffant une structure bureaucratique hiérarchisée qui en vint à se considérer comme un instrument devant assurer ses propres intérêts, pour être capable de mener ses activités en faveur de la classe ouvrière.

Or ce sont les ouvriers eux-mêmes qui ont bâti ces organisations et qui leur ont délégué le pouvoir de contrôler leurs propres activités. Le fait qu'ils ne les aient pas abandonnées pourrait bien signifier que leurs exigences coïncident avec les revendications mises en avant par les dirigeants qui occupaient les postes de commande de leurs organisations. Il est vrai que ces dirigeants, en tout cas ceux des partis socialistes, affectaient de considérer le combat pour les réformes comme un simple moyen d'atteindre les buts révolutionnaires et non comme une fin en soi. Mais, dans la réalité, seule la lutte pour des réformes était possible, si bien qu'en résulta des types d'organisation uniquement capables de fonctionner dans des relations de production données et qui, par conséquent, du fait même de leur croissance et de leur succès, étaient destinées à se transformer en défenseurs du système capitaliste, car l'existence de ce système est une condition préalable à la leur. On ne voit pas quelle fonction elles pourraient remplir dans la société socialiste, aussi est-il normal qu'elles ne puissent penser en termes de changement révolutionnaire si ce n'est, quand cela semble opportun, dans des discours rhétoriques.

On admettait qu'il y avait une relation « dialectique » entre réforme et révolution, la lutte quotidienne pour les revendications immédiates devant se changer en lutte contre le système lui-même. Mais il n'y eut pas, en réalité, de croissance notable de la conscience de classe révolutionnaire : simplement se créèrent des formes organisationnelles incapables de faire le saut de la réforme à la révolution. A l'idéologie bourgeoise qui contrôle la société du capital s'ajoutait l'influence d'organisations non révolutionnaires, s'exerçant sur les parties organisées comme non organisées de la classe ouvrière, les maintenant sous contrôle, en un effort à double face pour confiner la lutte de classes dans les limites de la société capitaliste. Les attentes de Marx d'un effet révolutionnaire de l'accumulation du capital sur la conscience de la classe ouvrière se révélèrent infondées, au moins pour l'étape d'ascension du développement capitaliste. » (p. 197 et 198)

« Pour [Hilferding] comme pour [Kautsky], l'avènement du socialisme demandait la prise du pouvoir politique, la conquête de l'Etat, soit par un processus d'évolution soit par

une révolution. Pour l'un comme pour l'autre, le capitalisme avait préparé le terrain à l'installation d'un système socialiste de production. Il ne restait qu'une seule chose à faire : supprimer la détermination de la production capitaliste par la valeur, sa soumission au fétichisme de la marchandise lié au marché concurrentiel, organiser la production et la distribution en accord avec les besoins véritables de la société.

Or, il est indéniable que Marx et Engels avaient reconnu l'évidence : le renversement du capitalisme exige celui de l'Etat. Pour eux, le politique dans la révolution prolétarienne s'achève par le renversement de l'appareil d'Etat capitaliste pour tous les moyens nécessaires. La classe ouvrière victorieuse n'installera pas de nouvel Etat, pas plus qu'elle ne prendra le contrôle de l'Etat existant, mais elle exercera sa dictature de façon à pouvoir atteindre son but réel : l'appropriation des moyens de production et leur transformation irrévocable en moyens sociaux de production, au sens le plus littéral du terme, c'est-à-dire mis sous le contrôle des producteurs libres, égaux et associés. Même si elle remplit des fonctions autrefois dévolus à l'Etat, cette dictature ne deviendra pas un nouvel Etat, mais sera un moyen d'éliminer toutes les mesures répressives, en mettant fin aux rapports de classes. Il n'y a pas de place pour un « Etat socialiste » dans le socialisme, même s'il est nécessaire d'avoir une direction centrale de l'économie socialisée, car celle-ci sera une partie de l'organisation des producteurs associés et non une entité indépendante qui se dresse contre eux.

Il se pourrait, bien sûr, que pour des raisons non encore discernables tout cela ne soit qu'utopie et ce serait alors le cas de la société socialiste au sens de Marx. Mais il faut que l'essai en soit tenté dans une situation révolutionnaire, pour qu'un effort sérieux soit fait pour atteindre la société sans classe. Les conditions objectives peuvent l'imposer à la classe ouvrière, qu'elle en comprenne ou non toutes les conséquences. Mais l'effort peut aboutir à l'échec si le prolétariat abandonne sa propre dictature à une nouvelle machine étatique organisée séparément qui usurperait le contrôle de la société. Il est d'ailleurs impossible de prévoir les conditions sociales concrètes et particulières dans lesquelles le processus révolutionnaire pourrait se déployer. On ne peut non plus prédire si l'extension et l'intensification du règne de la dictature du prolétariat dégénérerait, ou non, en un nouvel Etat prenant un pouvoir indépendant. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas par l'Etat que le socialisme peut être réalisé car l'entrée en lice de l'Etat exclurait l'autodétermination de la classe ouvrière, qui est l'essence du socialisme : le règne de l'Etat perpétue le divorce entre travailleurs et moyens de production, divorce sur lequel reposent leur dépendance et leur exploitation et, ainsi, perpétue les rapports sociaux de classes.

C'est précisément la tentative d'éliminer ces éléments, apparemment utopiques, de la doctrine marxienne qui conduisit les théoriciens de la II^e Internationale à insister sur le rôle de l'Etat comme instrument de la réalisation du socialisme. Divisés sur la manière de prendre le contrôle de l'Etat, ils se retrouvaient unis dans leur conviction que l'organisation de la nouvelle société incombait à l'Etat. C'était leur sens des réalités qui les conduisirent à mettre en question les concepts marxistes abstraits de révolution et de construction du socialisme, pour revenir à des idées plus terre à terre et en relation plus étroite avec les possibilités concrètes du moment.

En effet, la construction d'un système socialiste est sans aucun doute une entreprise formidable. Y réfléchir est déjà d'une complexité étonnante. Elle défie toute solution facile ou convaincante. Elle semble tout à fait hors de portée de la classe ouvrière, qui est

relativement inéduquée. Elle exige la plus grande des compétences pour comprendre et gérer les phénomènes sociaux et pour traiter avec un soin extrême les problèmes de réorganisation si on ne veut pas la voir se terminer par un échec lugubre. Elle demande une vue d'ensemble des besoins sociaux, des qualifications particulières pour ceux qui s'en occupent et, par conséquent, des institutions conçues pour assurer le processus de reproduction sociale. De telles institutions doivent avoir suffisamment d'autorité pour résister à toutes les objections irrationnelles et donc avoir le soutien du gouvernement qui, en sanctionnant leurs décisions, les fait siennes. De plus, il ne faut pas interférer avec le flot régulier de la production et éviter toute expérimentation inutile : il serait donc préférable de continuer avec des méthodes de production qui ont fait leur preuve, et avec des rapports de production sur lesquels elles reposent. » (p. 213 à 215)

« Mais, au fond, qu'est-ce que la conscience de classe ? Si c'est reconnaître la position de chacun dans la société, elle est immédiate : le bourgeois sait qu'il appartient à la classe dominante, l'ouvrier que sa place est parmi les dominés et les groupes sociaux qui sont entre les deux ne se comptent ni dans l'une, ni dans l'autre des deux classes fondamentales. Il n'y a aucun problème aussi longtemps que les différences de classes adhèrent à une idéologie unique, c'est-à-dire que les relations de classe existantes sont naturelles et dureront toujours, car elles sont l'expression d'une caractéristique fondamentale de la condition humaine. Or, bien entendu, les intérêts matériels des diverses classes divergent, ce qui conduit à des frictions sociales et à un conflit avec l'idéologie commune. Progressivement, on en vient à reconnaître que cette idéologie est celle de la classe dominante, qu'elle défend l'arrangement social existant, qu'elle doit être rejetée lorsqu'elle prétend être l'expression de l'inévitable destinée de la société humaine. Les différences d'intérêt matériel se traduisent en différences idéologiques et, de là, en théories politiques qui reposent sur les contradictions sociales concrètes. Ces théories politiques peuvent être tout à fait rudimentaires par comparaison avec la complexité des problèmes sociaux, mais, néanmoins, elles représentent un changement par rapport à la conscience de classe pure et simple : elles débouchent sur la compréhension que les arrangements sociaux peuvent être différents de ce qu'ils sont. On est alors sur la route qui mène de la conscience de classe pure à la conscience révolutionnaire, celle qui voit que l'idéologie dominante ne règne que par la confiance mise en elle, et qui s'attache à découvrir moyens et chemins pour changer les conditions existantes. Si tel n'était pas le cas, alors aucun mouvement ouvrier ne pourrait naître et le développement social ne serait pas caractérisé par le lutte de classe.

De même que l'idéologie dominante ne suffit pas pour maintenir les relations sociales existantes, mais que celles-ci doivent être aussi étayées par les forces matérielles de l'appareil d'Etat, de même une contre-idéologie n'est qu'une contre-idéologie si elle ne peut produire des forces matérielles plus puissantes que celles correspondant à l'idéologie dominante. S'il n'est pas ainsi, la qualité de la contre-idéologie – qu'elle soit essentiellement intuitive ou qu'elle repose sur des considérations scientifiques – n'a aucune espèce d'importance, et pas plus les intellectuels que les ouvriers ne peuvent changer les relations sociales existantes. Les révolutionnaires peuvent être, ou ne pas être, autorisés à exposer leurs vues, selon la mentalité qui règne dans la classe dominante, mais quelles que soient les conditions, ils ne peuvent déloger cette classe par de simples moyens idéologiques. De ce point de vue, la classe dominante a tous les avantages puisqu'elle

détient les moyens de production et les forces de l'Etat, ce qui lui permet de contrôler les instruments de diffusion et de perpétuation de sa propre idéologie. Comme cet état de fait persiste jusqu'au renversement réel du système social considéré, les révolutions doivent toujours se déclencher avec une préparation idéologique insuffisante. Bref, la contre-idéologie ne peut triompher que par une révolution qui met les moyens de production et le pouvoir politique aux mains des révolutionnaires. Tant que ce n'est pas accompli, la conscience de classe révolutionnaire reste toujours moins efficace que l'idéologie dominante. » (p. 363 à 365)

« Aujourd'hui comme hier, l'analyse marxienne de la production capitaliste, des particularités et des contradictions de son évolution liées à l'accumulation, est la seule théorie qui ait été empiriquement confirmée par le développement du capitalisme. On analyse celui-ci en termes marxistes – ou pas du tout. C'est la raison pour laquelle le marxisme ne peut disparaître tant que le capitalisme subsiste. Bien que fortement modifiées, les contradictions du système capitaliste subsistent dans les systèmes capitalistes d'Etat. Toutes les relations économiques étant des relations sociales, la persistance de relations de classes dans ces systèmes implique celle de la lutte de classes, même si celle-ci ne se manifeste d'abord que de façon unilatérale, sous la forme du régime autoritaire. L'unification inévitable de l'économie mondiale progresse en affectant toutes les nations, quelle que soit leur structure économique, et tend à internationaliser la lutte de classes. C'est ce qui sape les efforts entrepris pour apporter aux problèmes sociaux une solution nationale. Tant que l'exploitation régnera, elle engendrera une opposition marxiste, même si on interdit toute théorie marxiste, ou si l'on s'en sert comme idéologie fallacieuse pour étayer une pratique antimarxiste.

L'Histoire, bien sûr, les gens doivent la faire par la lutte des classes. Si le déclin du capitalisme est chose certaine, comme l'attestent la concentration constante du capital et la centralisation du pouvoir politique, d'une part, et de l'autre l'anarchie croissante du système, en dépit ou à cause de toutes les tentatives visant à créer une organisation sociale plus efficace, il se pourrait que cela prenne pas mal de temps. Ce sera le cas à moins que la classe laborieuse et avec elle tous ceux qui ne parviennent à assurer leur existence au milieu de conditions sociales en détérioration n'y coupent court en déclenchant des actions révolutionnaires. Mais au-delà de ce point, l'avenir du marxisme devient extrêmement flou. L'avantage que détient la classe dominante avec ses instruments de répression doit être contrebalancé par une force supérieure à celle que la classe ouvrière a été capable de rassembler jusqu'à présent. Il n'est pas inconcevable que cette situation perdure, ce qui condamnerait le prolétariat à payer de plus en plus lourd son impuissance à agir selon ses intérêts de classe. Plus encore, il n'est pas exclu que le maintien du capitalisme aboutisse à la destruction de la société tout entière. Le capitalisme restant menacé de crises catastrophiques, les nations auront tendance, comme par le passé, à recourir à la guerre pour se sortir de leurs difficultés, au détriment d'autres puissances capitalistes. Ce qui inclut la possibilité d'une guerre atomique, et, au point où en sont les choses aujourd'hui, la guerre paraît même plus probable qu'une révolution socialiste internationale. Bien que les classes dirigeantes soient parfaitement conscientes des conséquences d'un conflit nucléaire, elles ne peuvent tenter de l'éviter que par un équilibre de la terreur, c'est-à-dire en rivalisant dans l'extension de l'arsenal atomique. Peut-être ont-elles l'intention d'éviter une destruction

réciroque, mais cela n'affecte guère la probabilité d'un tel événement. Une situation aussi terrifiante a ruiné la confiance d'autrefois en l'inévitabilité d'une révolution socialiste victorieuse.

L'avenir restant ouvert, même s'il est déterminé par le passé et les conditions du moment, les marxistes partent nécessairement du principe que la route du socialisme n'est pas coupée et qu'il reste encore une chance d'abattre le capitalisme avant qu'il ne s'autodétruisse. Le socialisme se présente aujourd'hui non seulement comme le but du mouvement ouvrier révolutionnaire mais comme la seule alternative à une destruction totale ou partielle du monde. Cela suppose évidemment l'émergence de mouvements socialistes qui reconnaissent dans les relations capitalistes de production la source d'une misère sociale croissante et d'une chute effroyable vers la barbarie. Pourtant après plus de cent années d'agitation socialiste, l'espoir en semble bien mince. Ce qu'une génération a appris, la suivante l'oublie, menée qu'elle est par des forces qui échappent à son contrôle et donc à sa compréhension. Les contradictions du capitalisme, système d'intérêts privés déterminés par les nécessités sociales, se reflètent non seulement dans l'esprit des capitalistes mais aussi dans la conscience du prolétariat. Les deux classes réagissent aux résultats de leur propre activité, comme si ces résultats étaient imposés par des lois naturelles intangibles. Soumis au fétichisme de la marchandise, ils voient dans le mode de production capitaliste, historiquement limité, une donnée éternelle à laquelle chacun doit s'adapter. Comme cette vision erronée conforte l'exploitation du travail par le capital, elle est évidemment encouragée par les capitalistes en tant qu'idéologie de la société bourgeoise, et inculquée au prolétariat.

Les conditions capitalistes de production sociale forcent la classe ouvrière à accepter son exploitation, seule possibilité d'assurer son gagne-pain. Les besoins immédiats du travailleur ne peuvent être satisfaits que s'il se soumet à ces conditions et à l'idéologie qui les exprime. Il acceptera généralement l'une et les autres comme représentant la réalité qu'on ne peut défier sans risquer sa vie. S'il s'affranchit de l'idéologie bourgeoise, cela ne changera rien à sa situation réelle dans la société et ne sera, au mieux, qu'un luxe qu'il s'offre dans une situation de dépendance. Quel que soit le degré d'émancipation idéologique qu'il atteigne, en pratique il est bien obligé de faire comme s'il restait sous l'emprise de l'idéologie bourgeoise. Sa pensée et ses actions se contredisent nécessairement. Il peut se rendre compte que ses besoins individuels ne peuvent être assurés que par des actions collectives de la classe, mais il reste forcé de pourvoir à ses besoins immédiats individuellement. La double nature du capitalisme : production sociale pour un profit privé, réapparaît dans l'ambiguïté de la situation du travailleur, à la fois individu et membre d'une classe sociale.

C'est cette situation, plutôt qu'un quelconque conditionnement, qui rend les ouvriers incapables de surmonter l'idéologie capitaliste et rétifs à s'exprimer et à agir en fonction de l'attitude anti-capitaliste qu'entraîne leur condition de salariés. Ils ont parfaitement conscience de leur statut de classe même s'ils le nient ou se le masquent, mais ils voient aussi l'énorme puissance qui menace de les détruire s'ils osaient seulement défier les relations de classe capitalistes. C'est aussi pour cette raison qu'ils choisissent des moyens réformistes plutôt que révolutionnaires pour extorquer des concessions à la bourgeoisie. Leur manque de conscience révolutionnaire n'exprime rien d'autre que les véritables rapports de force dans la société, lesquels ne peuvent évidemment pas être changés à volonté. Un

« réalisme » prudent, c'est-à-dire la reconnaissance des limites assignées à leurs activités, détermine leurs pensées et leurs actions et trouve sa justification dans la puissance du capital.

S'il n'est pas accompagné d'actions révolutionnaires de la part de la classe ouvrière, le marxisme n'est rien de plus que l'intelligence théorique du capitalisme. Ce n'est pas la théorie d'une pratique sociale réelle visant à transformer le monde et capable de le faire, mais une idéologie qui anticipe sur une telle pratique. Son interprétation de la réalité, si correcte soit-elle, n'influe pas de manière sensible sur les conditions immédiates. Elle se borne à décrire la situation réelle dans laquelle se trouve le prolétariat et en remet la transformation aux actions futures des ouvriers eux-mêmes. Mais les conditions mêmes où se trouvent les ouvriers les soumettent à la domination du capital et ne leur permettent, au mieux, qu'une attitude d'opposition résolue, en fait idéologique. En période d'expansion, les luttes de classes qu'ils mènent renforcent leur adversaire et affaiblissent leurs propres tendances à la résistance. Le marxisme révolutionnaire n'est donc pas une théorie de la lutte de classes en soi, mais une théorie de la lutte de classes dans des conditions spécifiques, celle du capitalisme déclinant. Elle ne peut pas acquérir d'efficacité dans les conditions « normale » de la production capitaliste, et doit attendre que celles-ci soit désintégrées. C'est seulement quand le « réalisme » prudent des ouvriers cesse d'être réaliste et quand les réformes deviennent utopiques – c'est-à-dire quand la bourgeoisie ne peut se maintenir qu'en aggravant sans cesse les conditions de vie du prolétariat – que des révoltes spontanées peuvent conduire à des actions révolutionnaires suffisamment puissantes pour renverser le régime capitaliste.

Jusqu'à maintenant, l'histoire du marxisme révolutionnaire a été celle de ses défaites, au nombre desquelles il faut compter les victoires apparentes qui ont abouti à la constitution des capitalismes d'Etat. Il est clair que le marxisme des débuts n'a pas seulement sous-estimé la résilience du capitalisme, mais que se faisant, il a également surestimé la capacité de l'idéologie marxiste à influencer sur la conscience de classe du prolétariat. Le changement historique, même accéléré par la dynamique capitaliste, reste un processus extrêmement lent, surtout mesuré à l'aune d'une vie humaine. Mais l'histoire de l'échec est aussi celle des illusions abandonnées et de l'expérience acquise, sinon pour l'individu au moins pour la classe. Il n'y a aucune raison de supposer que le prolétariat est incapable de tirer les leçons de l'expérience. Et, de toute façon, en dehors même de ces considérations, ce sont les circonstances qui l'obligeront à trouver le moyen d'assurer son existence hors du capitalisme lorsque cela sera devenu impossible dans le cadre de celui-ci. S'il est impossible de prévoir à quoi une telle situation ressemblera précisément, une chose reste claire : la classe ouvrière ne peut se libérer de la domination capitaliste que par sa propre initiative, et le socialisme ne peut être réalisé que par l'abolition de la société de classes, mettant fin au capitalisme. La réalisation de cet objectif sera tout à la fois la vérification de la théorie marxienne et la fin du marxisme. » (p. 391 à 396)